

# TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

---

---

JAARGANG 1979 Nr. 131

---

---

A. TITEL

*Verdrag inzake de erkenning van echtscheidingen en scheidingen  
van tafel en bed;  
's-Gravenhage, 1 juni 1970*

**B. TEKST****Convention sur la reconnaissance des divorces et des séparations de corps**

Les Etats signataires de la présente Convention,

Désirant faciliter la reconnaissance des divorces et des séparations de corps acquis sur leurs territoires respectifs,

Ont résolu de conclure une Convention à cet effet et sont convenus des dispositions suivantes:

**Article premier**

La présente Convention s'applique à la reconnaissance, dans un Etat contractant, des divorces et des séparations de corps qui sont acquis dans un autre Etat contractant à la suite d'une procédure judiciaire ou autre officiellement reconnue dans ce dernier, et qui y ont légalement effet.

La Convention ne vise les dispositions relatives aux torts, ni les mesures ou condamnations accessoires prononcées par la décision de divorce ou de séparation de corps, notamment les condamnations d'ordre pécuniaire ou les dispositions relatives à la garde des enfants.

**Article 2**

Ces divorces et séparations de corps sont reconnus dans tout autre Etat contractant, sous réserve des autres dispositions de la présente Convention, si, à la date de la demande dans l'Etat du divorce ou de la séparation de corps (ci-après dénommé «l'Etat d'origine»):

1. le défendeur y avait sa résidence habituelle; ou
2. le demandeur y avait sa résidence habituelle et l'une des conditions suivantes était en outre remplie:
  - a) cette résidence habituelle avait duré au moins une année immédiatement avant la date de la demande;
  - b) les époux y avaient en dernier lieu habituellement résidé ensemble; ou
3. les deux époux étaient ressortissants de cet Etat; ou
4. le demandeur était un ressortissant de cet Etat et l'une des conditions suivantes était en outre remplie:
  - a) le demandeur y avait sa résidence habituelle; ou
  - b) il y avait résidé habituellement pendant une période continue

**Convention on the recognition of divorces and legal separations**

The States signatory to the present Convention,

Desiring to facilitate the recognition of divorces and legal separations obtained in their respective territories,

Have resolved to conclude a Convention to this effect, and have agreed on the following provisions –

Article 1

The present Convention shall apply to the recognition in one Contracting State of divorces and legal separations obtained in another Contracting State which follow judicial or other proceedings officially recognized in that State and which are legally effective there.

The Convention does not apply to findings of fault or to ancillary orders pronounced on the making of a decree of divorce or legal separation; in particular, it does not apply to orders relating to pecuniary obligations or to the custody of children.

Article 2

Such divorces and legal separations shall be recognized in all other Contracting States, subject to the remaining terms of this Convention, if, at the date of the institution of the proceedings in the State of the divorce or legal separation (hereinafter called 'the State of origin') –

- (1) the respondent had his habitual residence there; or
- (2) the petitioner had his habitual residence there and one of the following further conditions was fulfilled –
  - (a) such habitual residence had continued for not less than one year immediately prior to the institution of proceedings;
  - (b) the spouses last habitually resided there together; or
- (3) both spouses were nationals of that State; or
- (4) the petitioner was a national of that State and one of the following further conditions was fulfilled –
  - (a) the petitioner had his habitual residence there; or
  - (b) he had habitually resided there for a continuous period of one

d'une année comprise au moins partiellement dans les deux années précédant la date de la demande; ou

5. le demandeur en divorce était un ressortissant de cet Etat et les deux conditions suivantes étaient en outre remplies:

a) le demandeur était présent dans cet Etat à la date de la demande et

b) les époux avaient, en dernier lieu, habituellement résidé ensemble dans un Etat dont la loi ne connaissait pas le divorce à la date de la demande.

### Article 3

Lorsque la compétence, en matière de divorce ou de séparation de corps, peut être fondée dans l'Etat d'origine sur le domicile, l'expression «résidence habituelle» dans l'article 2 est censée comprendre le domicile au sens où ce terme est admis dans cet Etat.

Toutefois, l'alinéa précédent ne vise pas le domicile de l'épouse lorsque celui-ci est légalement rattaché au domicile de son époux.

### Article 4

S'il y a eu une demande reconventionnelle, le divorce ou la séparation de corps intervenu sur la demande principale ou la demande reconventionnelle est reconnu si l'une ou l'autre répond aux conditions des articles 2 ou 3.

### Article 5

Lorsqu'une séparation de corps, répondant aux dispositions de la présente Convention, a été convertie en divorce dans l'Etat d'origine, la reconnaissance du divorce ne peut pas être refusée pour le motif que les conditions prévues aux articles 2 ou 3 n'étaient plus remplies lors de la demande en divorce.

### Article 6

Lorsque le défendeur a comparu dans la procédure, les autorités de l'Etat où la reconnaissance d'un divorce ou d'une séparation de corps est invoquée seront liées par les constatations de fait sur lesquelles a été fondée la compétence.

La reconnaissance du divorce ou de la séparation de corps ne peut pas être refusée au motif:

a) soit que la loi interne de l'Etat où cette reconnaissance est invoquée ne permettrait pas, selon les cas, le divorce ou la séparation de corps pour les mêmes faits;

year falling, at least in part, within the two years preceding the institution of the proceedings; or

(5) the petitioner for divorce was a national of that State and both the following further conditions were fulfilled –

(a) the petitioner was present in that State at the date of institution of the proceedings and

(b) the spouses last habitually resided together in a State whose law, at the date of institution of the proceedings, did not provide for divorce.

### Article 3

Where the State of origin uses the concept of domicile as a test of jurisdiction in matters of divorce or legal separation, the expression 'habitual residence' in Article 2 shall be deemed to include domicile as the term is used in that State.

Nevertheless, the preceding paragraph shall not apply to the domicile of dependence of a wife.

### Article 4

Where there has been a cross-petition, a divorce or legal separation following upon the petition or cross-petition shall be recognized if either falls within the terms of Articles 2 or 3.

### Article 5

Where a legal separation complying with the terms of this Convention has been converted into a divorce in the State of origin, the recognition of the divorce shall not be refused for the reason that the conditions stated in Articles 2 or 3 were no longer fulfilled at the time of the institution of the divorce proceedings.

### Article 6

Where the respondent has appeared in the proceedings, the authorities of the State in which recognition of a divorce or legal separation is sought shall be bound by the findings of fact on which jurisdiction was assumed.

The recognition of a divorce or legal separation shall not be refused –

(a) because the internal law of the State in which such recognition is sought would not allow divorce or, as the case may be, legal separation upon the same facts, or,

b) soit qu'il a été fait application d'une loi autre que celle qui aurait été applicable d'après les règles de droit international privé de cet Etat.

Sous réserve de ce qui serait nécessaire pour l'application d'autres dispositions de la présente Convention, les autorités de l'Etat où la reconnaissance d'un divorce ou d'une séparation de corps est invoquée ne peuvent procéder à aucun examen de la décision quant au fond.

#### Article 7

Tout Etat contractant peut refuser la reconnaissance d'un divorce entre deux époux qui, au moment où il a été acquis, étaient exclusivement ressortissants d'Etats dont la loi ne connaît pas le divorce.

#### Article 8

Si, eu égard à l'ensemble des circonstances, les démarches appropriées n'ont pas été entreprises pour que le défendeur soit informé de la demande en divorce ou en séparation de corps, ou si le défendeur n'a pas été mis à même de faire valoir ses droits, la reconnaissance du divorce ou de la séparation de corps peut être refusée.

#### Article 9

Tout Etat contractant peut refuser la reconnaissance d'un divorce ou d'une séparation de corps s'ils sont incompatibles avec une décision antérieure ayant pour objet principal l'état matrimonial des époux, soit rendue dans l'Etat où la reconnaissance est invoquée, soit reconnue ou remplissant les conditions de la reconnaissance dans cet Etat.

#### Article 10

Tout Etat contractant peut refuser la reconnaissance d'un divorce ou d'une séparation de corps, si elle est manifestement incompatible avec son ordre public.

#### Article 11

Un Etat, tenu de reconnaître un divorce par application de la présente Convention, ne peut pas interdire le remariage à l'un ou l'autre des époux au motif que la loi d'un autre Etat ne reconnaît pas ce divorce.

#### Article 12

Dans tout Etat contractant, il peut être sursis à statuer sur toute demande en divorce ou en séparation de corps, si l'état matrimonial de l'un ou de l'autre des époux fait l'objet d'une instance dans un autre Etat contractant.

(b) because a law was applied other than that applicable under the rules of private international law of that State.

Without prejudice to such review as may be necessary for the application of other provisions of this Convention, the authorities of the State in which recognition of a divorce or legal separation is sought shall not examine the merits of the decision.

#### Article 7

Contracting States may refuse to recognize a divorce when, at the time it was obtained, both the parties were nationals of States which did not provide for divorce and of no other State.

#### Article 8

If, in the light of all the circumstances, adequate steps were not taken to give notice of the proceedings for a divorce or legal separation to the respondent, or if he was not afforded a sufficient opportunity to present his case, the divorce or legal separation may be refused recognition.

#### Article 9

Contracting States may refuse to recognize a divorce or legal separation if it is incompatible with a previous decision determining the matrimonial status of the spouses and that decision either was rendered in the State in which recognition is sought, or is recognized, or fulfils the conditions required for recognition, in that State.

#### Article 10

Contracting States may refuse to recognize a divorce or legal separation if such recognition is manifestly incompatible with their public policy ('ordre public').

#### Article 11

A State which is obliged to recognize a divorce under this Convention may not preclude either spouse from remarrying on the ground that the law of another State does not recognize that divorce.

#### Article 12

Proceedings for divorce or legal separation in any Contracting State may be suspended when proceedings relating to the matrimonial status of either party to the marriage are pending in another Contracting State.

## Article 13

A l'égard des divorces ou des séparations de corps acquis ou invoqués dans des Etats contractants qui connaissent en ces matières deux ou plusieurs systèmes de droit applicables dans des unités territoriales différentes:

1. toute référence à la loi de l'Etat d'origine vise la loi du territoire dans lequel le divorce ou la séparation de corps a été acquis;
2. toute référence à la loi de l'Etat de reconnaissance vise la loi du for; et
3. toute référence au domicile ou à la résidence dans l'Etat d'origine vise le domicile ou la résidence dans le territoire dans lequel le divorce ou la séparation de corps a été acquis.

## Article 14

Pour l'application des articles 2 et 3, lorsque l'Etat d'origine connaît en matière de divorce ou de séparation de corps deux ou plusieurs systèmes de droit applicables dans des unités territoriales différentes:

1. l'article 2, chiffre 3, s'applique lorsque les deux époux étaient ressortissants de l'Etat dont l'unité territoriale où le divorce ou la séparation de corps a été acquis forme une partie, sans égard à la résidence habituelle des époux;
2. l'article 2, chiffres 4 et 5, s'applique lorsque le demandeur était ressortissant de l'Etat dont l'unité territoriale où le divorce ou la séparation de corps a été acquis forme une partie.

## Article 15

Au regard d'un Etat contractant qui connaît en matière de divorce ou de séparation de corps deux ou plusieurs systèmes de droit applicables à des catégories différentes de personnes, toute référence à la loi de cet Etat vise le système de droit désigné par le droit de celui-ci.

## Article 16

Si, pour l'application de la présente Convention, on doit prendre en considération la loi d'un Etat, contractant ou non, autre que l'Etat d'origine ou de reconnaissance, qui connaît en matière de divorce ou de séparation de corps deux ou plusieurs systèmes de droit d'application territoriale ou personnelle, il y a lieu de se référer au système désigné par le droit dudit Etat.



### Article 13

In the application of this Convention to divorces or legal separations obtained or sought to be recognized in Contracting States having, in matters of divorce or legal separation, two or more legal systems applying in different territorial units –

(1) any reference to the law of the State of origin shall be construed as referring to the law of the territory in which the divorce or separation was obtained;

(2) any reference to the law of the State in which recognition is sought shall be construed as referring to the law of the forum; and

(3) any reference to domicile or residence in the State of origin shall be construed as referring to domicile or residence in the territory in which the divorce or separation was obtained.

### Article 14

For the purposes of Articles 2 and 3 where the State of origin has in matters of divorce or legal separation, two or more legal systems applying in different territorial units –

(1) Article 2, sub-paragraph (3), shall apply where both spouses were nationals of the State of which the territorial unit where the divorce or legal separation was obtained forms a part, and that regardless of the habitual residence of the spouses;

(2) Article 2, sub-paragraphs (4) and (5), shall apply where the petitioner was a national of the State of which the territorial unit where the divorce or legal separation was obtained forms a part.

### Article 15

In relation to a Contracting State having, in matters of divorce or legal separation, two or more legal systems applicable to different categories of persons, any reference to the law of that State shall be construed as referring to the legal system specified by the law of that State.

### Article 16

When, for the purposes of this Convention, it is necessary to refer to the law of a State, whether or not it is a Contracting State, other than the State of origin or the State in which recognition is sought, and having in matters of divorce or legal separation two or more legal systems of territorial or personal application, reference shall be made to the system specified by the law of that State.

## Article 17

La présente Convention ne met pas obstacle dans un Etat contractant à l'application de règles de droit plus favorables à la reconnaissance des divorces et des séparations de corps acquis à l'étranger.

## Article 18

La présente Convention ne porte pas atteinte à l'application d'autres conventions auxquelles un ou plusieurs Etats contractants sont ou seront Parties et qui contiennent des dispositions sur les matières réglées par la présente Convention.

Les Etats contractants veilleront cependant à ne pas conclure d'autres conventions en la matière, incompatibles avec les termes de la présente Convention, à moins de raisons particulières tirées de liens régionaux ou autres; quelles que soient les dispositions de telles conventions, les Etats contractants s'engagent à reconnaître, en vertu de la présente Convention, les divorces et les séparations de corps acquis dans des Etats contractants qui ne sont pas Parties à ces conventions.

## Article 19

Tout Etat contractant pourra, au plus tard au moment de la ratification ou de l'adhésion, se réserver le droit:

1. de ne pas reconnaître un divorce ou une séparation de corps entre deux époux qui, au moment où il a été acquis, étaient exclusivement ses ressortissants, lorsqu'une loi autre que celle désignée par son droit international privé a été appliquée, à moins que cette application n'ait abouti au même résultat que si l'on avait observé cette dernière loi;

2. de ne pas reconnaître un divorce entre deux époux qui, au moment où il a été acquis, avaient l'un et l'autre leur résidence habituelle dans des Etats qui ne connaissaient pas le divorce. Un Etat qui fait usage de la réserve prévue au présent paragraphe ne pourra refuser la reconnaissance par application de l'article 7.

## Article 20

Tout Etat contractant dont la loi ne connaît pas le divorce pourra, au plus tard au moment de la ratification ou de l'adhésion, se réserver le droit de ne pas reconnaître un divorce si, au moment où celui-ci a été acquis, l'un des époux était ressortissant d'un Etat dont la loi ne connaissait pas le divorce.

Cette réserve n'aura d'effet qu'aussi longtemps que la loi de l'Etat qui en a fait usage ne connaîtra pas le divorce.

## Article 17

This Convention shall not prevent the application in a Contracting State of rules of law more favourable to the recognition of foreign divorces and legal separations.

## Article 18

This Convention shall not affect the operation of other conventions to which one or several Contracting States are or may in the future become Parties and which contain provisions relating to the subject-matter of this Convention.

Contracting States, however, should refrain from concluding other conventions on the same matters incompatible with the terms of this Convention, unless for special reasons based on regional or other ties; and, notwithstanding the terms of such conventions, they undertake to recognize in accordance with this Convention divorces and legal separations granted in Contracting States which are not Parties to such other Conventions.

## Article 19

Contracting States may, not later than the time of ratification or accession, reserve the right –

(1) to refuse to recognize a divorce or legal separation between two spouses who, at the time of the divorce or legal separation, were nationals of the State in which recognition is sought, and of no other State, and a law other than that indicated by the rules of private international law of the State of recognition was applied, unless the result reached is the same as that which would have been reached by applying the law indicated by those rules;

(2) to refuse to recognize a divorce when, at the time it was obtained, both parties habitually resided in States which did not provide for divorce. A State which utilizes the reservation stated in this paragraph may not refuse recognition by the application of Article 7.

## Article 20

Contracting States whose law does not provide for divorce may, not later than the time of ratification or accession, reserve the right not to recognize a divorce if, at the date it was obtained, one of the spouses was a national of a State whose law did not provide for divorce.

This reservation shall have effect only so long as the law of the State utilizing it does not provide for divorce.

## Article 21

Tout Etat contractant dont la loi ne connaît pas la séparation de corps pourra, au plus tard au moment de la ratification ou de l'adhésion, se réserver le droit de ne pas reconnaître une séparation de corps si, au moment où celle-ci a été acquise, l'un des époux était ressortissant d'un Etat contractant dont la loi ne connaissait pas la séparation de corps.

## Article 22

Tout Etat contractant pourra déclarer à tout moment que certaines catégories de personnes qui ont sa nationalité pourront ne pas être considérées comme ses ressortissants pour l'application de la présente Convention.

## Article 23

Tout Etat contractant qui comprend, en matière de divorce ou de séparation de corps, deux ou plusieurs systèmes de droit, pourra au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, déclarer que la présente Convention s'étendra à tous ces systèmes de droit ou seulement à un ou plusieurs d'entre eux, et pourra à tout moment modifier cette déclaration en faisant une nouvelle déclaration.

Ces déclarations seront notifiées au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas et indiqueront expressément les systèmes de droit auxquels la Convention s'applique.

Tout Etat contractant peut refuser de reconnaître un divorce ou une séparation de corps si, à la date où la reconnaissance est invoquée, la Convention n'est pas applicable au système de droit d'après lequel ils ont été acquis.

## Article 24

La présente Convention est applicable quelle que soit la date à laquelle le divorce ou la séparation de corps a été acquis.

Toutefois, tout Etat contractant pourra, au plus tard au moment de la ratification ou de l'adhésion, se réserver le droit de ne pas appliquer la présente Convention à un divorce ou à une séparation de corps acquis avant la date de son entrée en vigueur pour cet Etat.

## Article 25

Tout Etat pourra, au plus tard au moment de la ratification ou de l'adhésion, faire une ou plusieurs des réserves prévues aux articles 19, 20, 21 et 24 de la présente Convention. Aucune autre réserve ne sera admise.

Tout Etat contractant pourra également, en notifiant une extension de la Convention conformément à l'article 29, faire une ou plusieurs

### Article 21

Contracting States whose law does not provide for legal separation may, not later than the time of ratification or accession, reserve the right to refuse to recognize a legal separation when, at the time it was obtained, one of the spouses was a national of a Contracting State whose law did not provide for legal separation.

### Article 22

Contracting States may, from time to time, declare that certain categories of persons having their nationality need not be considered their nationals for the purposes of this Convention.

### Article 23

If a Contracting State has more than one legal system in matters of divorce or legal separation, it may, at the time of signature, ratification or accession, declare that this Convention shall extend to all its legal systems or only to one or more of them, and may modify its declaration by submitting another declaration at any time thereafter.

These declarations shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands, and shall state expressly the legal systems to which the Convention applies.

Contracting States may decline to recognize a divorce or legal separation if, at the date on which recognition is sought, the Convention is not applicable to the legal system under which the divorce or legal separation was obtained.

### Article 24

This Convention applies regardless of the date on which the divorce or legal separation was obtained.

Nevertheless a Contracting State may, not later than the time of ratification or accession, reserve the right not to apply this Convention to a divorce or to a legal separation obtained before the date on which, in relation to that State, the Convention comes into force.

### Article 25

Any State may, not later than the moment of its ratification or accession, make one or more of the reservations mentioned in Articles 19, 20, 21 and 24 of the present Convention. No other reservation shall be permitted.

Each Contracting State may also, when notifying an extension of the Convention in accordance with Article 29, make one or more

de ces réserves avec effet limité aux territoires ou à certains des territoires visés par l'extension.

Tout Etat contractant pourra, à tout moment, retirer une réserve qu'il aura faite. Ce retrait sera notifié au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

L'effet de la réserve cessera le soixantième jour après la notification mentionnée à l'alinéa précédent.

#### Article 26

La présente Convention est ouverte à la signature des Etats représentés à la Onzième session de la Conférence de La Haye de droit international privé.

Elle sera ratifiée et les instruments de ratification seront déposés auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

#### Article 27

La présente Convention entrera en vigueur le soixantième jour après le dépôt du troisième instrument de ratification prévu par l'article 26, alinéa 2.

La Convention entrera en vigueur, pour chaque Etat signataire ratifiant postérieurement, le soixantième jour après le dépôt de son instrument de ratification.

#### Article 28

Tout Etat non représenté à la Onzième session de la Conférence de La Haye de droit international privé qui est Membre de cette Conférence ou de l'Organisation des Nations Unies ou d'une institution spécialisée de celle-ci ou Partie au Statut de la Cour internationale de Justice pourra adhérer à la présente Convention après son entrée en vigueur en vertu de l'article 27, alinéa premier.

L'instrument d'adhésion sera déposé auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

La Convention entrera en vigueur, pour l'Etat adhérent, le soixantième jour après le dépôt de son instrument d'adhésion.

L'adhésion n'aura d'effet que dans les rapports entre l'Etat adhérent et les Etats contractants qui auront déclaré accepter cette adhésion. Cette déclaration sera déposée auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas; celui-ci en enverra, par la voie diplomatique, une copie certifiée conforme, à chacun des Etats contractants.

La Convention entrera en vigueur entre l'Etat adhérent et l'Etat ayant déclaré accepter cette adhésion soixante jours après le dépôt de la déclaration d'acceptation.

of the said reservations, with its effect limited to all or some of the territories mentioned in the extension.

Each Contracting State may at any time withdraw a reservation it has made. Such a withdrawal shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands.

Such a reservation shall cease to have effect on the sixtieth day after the notification referred to in the preceding paragraph.

#### Article 26

The present Convention shall be open for signature by the States represented at the Eleventh Session of the Hague Conference on Private International Law.

It shall be ratified, and the instruments of ratification shall be deposited with the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands.

#### Article 27

The present Convention shall enter into force on the sixtieth day after the deposit of the third instrument of ratification referred to in the second paragraph of Article 26.

The Convention shall enter into force for each signatory State which ratifies subsequently on the sixtieth day after the deposit of its instrument of ratification.

#### Article 28

Any State not represented at the Eleventh Session of the Hague Conference on Private International Law which is a Member of this Conference or of the United Nations or of a specialized agency of that Organisation, or a Party to the Statute of the International Court of Justice may accede to the present Convention after it has entered into force in accordance with the first paragraph of Article 27.

The instrument of accession shall be deposited with the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands.

The Convention shall enter into force for a State acceding to it on the sixtieth day after the deposit of its instrument of accession.

The accession will have effect only as regards the relations between the acceding State and such Contracting States as will have declared their acceptance of the accession. Such a declaration shall be deposited at the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands; this Ministry shall forward, through diplomatic channels, a certified copy to each of the Contracting States.

The Convention will enter into force as between the acceding State and the State that has declared its acceptance of the accession on the sixtieth day after the deposit of the declaration of acceptance.

## Article 29

Tout Etat, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, pourra déclarer que la présente Convention s'étendra à l'ensemble des territoires qu'il représente sur le plan international, ou à l'un ou plusieurs d'entre eux. Cette déclaration aura effet au moment de l'entrée en vigueur de la Convention pour ledit Etat.

Par la suite, toute extension de cette nature sera notifiée au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

L'extension n'aura d'effet que dans les rapports avec les Etats contractants qui auront déclaré accepter cette extension. Cette déclaration sera déposée auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas; celui-ci en enverra, par la voie diplomatique, une copie certifiée conforme, à chacun des Etats contractants.

L'extension produira ses effets dans chaque cas soixante jours après le dépôt de la déclaration d'acceptation.

## Article 30

La présente Convention aura une durée de cinq ans à partir de la date de son entrée en vigueur conformément à l'article 27, alinéa premier, même pour les Etats qui l'auront ratifiée ou y auront adhéré postérieurement.

La Convention sera renouvelée tacitement de cinq en cinq ans, sauf dénonciation.

La dénonciation sera, au moins six mois avant l'expiration du délai de cinq ans, notifiée au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Elle pourra se limiter à certains territoires auxquels s'applique la Convention.

La dénonciation n'aura d'effet qu'à l'égard de l'Etat qui l'aura notifiée. La Convention restera en vigueur pour les autres Etats contractants.

## Article 31

Le Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas notifiera aux Etats visés à l'article 26, ainsi qu'aux Etats qui auront adhéré conformément aux dispositions de l'article 28:

- a) les signatures et ratifications visées à l'article 26;
- b) la date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur conformément aux dispositions de l'article 27, alinéa premier;
- c) les adhésions prévues à l'article 28 et la date à laquelle elles auront effet;
- d) les extensions prévues à l'article 29 et la date à laquelle elles auront effet;



### Article 29

Any State may, at the time of signature, ratification or accession, declare that the present Convention shall extend to all the territories for the international relations of which it is responsible, or to one or more of them. Such a declaration shall take effect on the date of entry into force of the Convention for the State concerned.

At any time thereafter, such extensions shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands.

The extension will have effect only as regards the relations with such Contracting States as will have declared their acceptance of the extensions. Such a declaration shall be deposited at the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands; this Ministry shall forward, through diplomatic channels, a certified copy to each of the Contracting States.

The extension will take effect in each case sixty days after the deposit of the declaration of acceptance.

### Article 30

The present Convention shall remain in force for five years from the date of its entry into force in accordance with the first paragraph of Article 27, even for States which have ratified it or acceded to it subsequently.

If there has been no denunciation, it shall be renewed tacitly every five years.

Any denunciation shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands, at least six months before the end of the five year period.

It may be limited to certain of the territories to which the Convention applies.

The denunciation shall have effect only as regards the State which has notified it. The Convention shall remain in force for the other Contracting States.

### Article 31

The Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands shall give notice to the States referred to in Article 26, and to the States which have acceded in accordance with Article 28, of the following –

- (a) the signatures and ratifications referred to in Article 26;
- (b) the date on which the present Convention enters into force in accordance with the first paragraph of Article 27;
- (c) the accessions referred to in Article 28 and the dates on which they take effect;
- (d) the extensions referred to in Article 29 and the dates on which they take effect;

- e) les dénonciations prévues à l'article 30;
- f) les réserves et les retraits de réserves visés aux articles 19, 20, 21, 24 et 25;
- g) les déclarations visées aux articles 22, 23, 28 et 29.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

FAIT à La Haye, le 1 juin 1970, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont une copie certifiée conforme sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des Etats représentés à la Onzième session de la Conférence de La Haye de droit international privé.

---

Het onderhavige Verdrag is in overeenstemming met artikel 26, eerste alinea, ondertekend voor:

het Verenigd Koninkrijk van	
Groot-Brittannië en Noord-Ierland . . . . .	1 juni 1970
Noorwegen . . . . .	12 oktober 1972
Denemarken . . . . .	5 december 1972
Zweden . . . . .	13 september 1974
Finland . . . . .	19 november 1974
Tsjechoslowakije <sup>1)</sup> . . . . .	6 februari 1975
Zwitserland . . . . .	23 juli 1975
Egypte . . . . .	8 mei 1979
het Koninkrijk der Nederlanden . . . . .	29 augustus 1979

<sup>1)</sup> Onder de volgende voorbehouden en verklaring:

„La République Socialiste Tchécoslovaque, à l'article 19 de la Convention sur la reconnaissance des divorces et des séparations de corps, conclue à La Haye, le premier juin 1970 se réserve le droit de ne pas reconnaître un divorce ou une séparation de corps entre deux époux qui, au moment où il a été acquis, étaient exclusivement ressortissants de la République Socialiste Tchécoslovaque, lorsqu'une loi autre que celle désignée par le droit international privé tchécoslovaque a été appliquée, à moins que cette application n'ait abouti au même résultat que si l'on avait observé cette dernière loi.

La République Socialiste Tchécoslovaque également, à l'article 24 de cette Convention, se réserve, que cette Convention ne s'appliquera pas à

- (e) the denunciations referred to in Article 30;
- (f) the reservations and withdrawals referred to in Articles 19, 20, 21, 24 and 25;
- (g) the declarations referred to in Articles 22, 23, 28 and 29.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, being duly authorized thereto, have signed the present Convention.

DONE at The Hague, on the first day of June, 1970, in the English and French languages, both texts being equally authentic, in a single copy which shall be deposited in the archives of the Government of the Netherlands, and of which a certified copy shall be sent, through the diplomatic channel to each of the States represented at the Eleventh Session of the Hague Conference on Private International Law.

---

*(vervolg noot van blz. 18)*

un divorce ou à une séparation de corps acquis avant la date de son entrée en vigueur pour la République Socialiste Tchécoslovaque.”.

„La République Socialiste Tchécoslovaque déclare en connexité avec l'article 29 de la Convention accordant aux Etats le droit de déclarer que la Convention est en vigueur pour les territoires qu'ils représentent du point de vue international, qu'à son avis le maintien de certains pays dans un état de dépendance est en contradiction avec le contenu et les objectifs de la Déclaration de l'O.N.U. du 14 décembre 1960 sur l'indépendance accordée aux pays et peuples coloniaux proclamant la nécessité d'une liquidation rapide et inconditionnelle du colonialisme sous toutes ses formes et apparences.”.

C. VERTALING**Verdrag inzake de erkenning van echtscheidingen en  
scheidingen van tafel en bed**

De Staten die dit Verdrag hebben ondertekend,

Geleid door de wens de erkenning van echtscheidingen en scheidingen van tafel en bed die zijn verkregen in hun onderscheidene grondgebieden, te vergemakkelijken,

Hebben besloten hiertoe een Verdrag te sluiten en zijn overeengekomen als volgt:

**Artikel 1**

Dit Verdrag is van toepassing op de erkenning, in een Verdragsluitende Staat, van echtscheidingen en scheidingen van tafel en bed die in een andere Verdragsluitende Staat zijn verkregen ingevolge een gerechtelijke of een andere in die Staat officieel erkende procedure en die daar rechtsgeldig zijn.

Het Verdrag heeft geen betrekking op beslissingen inzake de schuldvraag noch op bijkomende maatregelen of veroordelingen uitgesproken bij de toewijzing van het verzoek tot echtscheiding of scheiding van tafel en bed, in het bijzonder veroordelingen tot betaling van geldsommen of beschikkingen inzake het gezag over kinderen.

**Artikel 2**

Deze echtscheidingen en scheidingen van tafel en bed worden onder voorbehoud van de overige bepalingen van dit Verdrag in elke andere Verdragsluitende Staat erkend, indien op de datum waarop in de Staat waar de vordering tot echtscheiding of scheiding van tafel en bed werd ingesteld en scheiding is uitgesproken (hierna te noemen: „Staat van herkomst”):

1. de gedaagde daar zijn gewone verblijfplaats had; of
2. de eiser daar zijn gewone verblijfplaats had en bovendien aan een der volgende voorwaarden was voldaan:
  - a) hij heeft gedurende ten minste een jaar onmiddellijk voorafgaand aan de datum van indiening van de vordering, daar zijn gewone verblijfplaats gehad;
  - b) de echtgenoten hadden daar laatstelijk hun gezamenlijke gewone verblijfplaats; of
3. beide echtgenoten onderdanen waren van die Staat; of

4. de eiser onderdaan van die Staat was en bovendien aan een van de volgende voorwaarden was voldaan:

a) de eiser had daar zijn gewone verblijfplaats; of

b) had daar zijn gewone verblijfplaats gehad gedurende een aangesloten periode van een jaar welke althans gedeeltelijk valt in het tijdvak van de twee jaar voorafgaande aan de datum van instelling van de vordering; of

5. de eiser tot echtscheiding onderdaan was van die Staat en bovendien aan de twee volgende voorwaarden was voldaan:

a) de eiser was in die Staat aanwezig op de datum van de instelling van de vordering en

b) de echtgenoten hadden laatstelijk hun gezamenlijke gewone verblijfplaats in een Staat waarvan de wet op de datum van de instelling van de vordering geen echtscheiding kende.

### Artikel 3

Wanneer bevoegdheid ter zake van echtscheiding of scheiding van tafel en bed in de Staat van herkomst kan worden gegrond op de woonplaats, dan wordt de uitdrukking „gewone verblijfplaats” in artikel 2 geacht mede te omvatten de woonplaats, in de betekenis die aan deze term wordt gehecht in die Staat.

Het voorgaande lid is evenwel niet van toepassing op de woonplaats van de gehuwde vrouw indien deze rechtens afhankelijk is van de verblijfplaats van de man.

### Artikel 4

Indien een eis in reconventie is ingesteld wordt de op de eis in conventie of in reconventie uitgesproken echtscheiding of scheiding van tafel en bed erkend, indien één van beide voldoet aan de voorwaarden gesteld in artikel 2 of 3.

### Artikel 5

Wanneer een scheiding van tafel en bed welke voldoet aan de bepalingen van dit Verdrag in de Staat van herkomst is omgezet in echtscheiding, kan de erkenning van die echtscheiding niet worden geweigerd op grond dat aan het bepaalde in artikel 2 of 3 niet meer was voldaan ten tijde van de instelling van de vordering tot echtscheiding.

### Artikel 6

Wanneer de gedaagde in het geding is verschenen, zijn de autoriteiten van de Staat waar de erkenning van een echtscheiding of van

een scheiding van tafel en bed wordt ingeroepen, gebonden aan de vaststelling van de feiten waarop de bevoegdheid was gegrond.

De erkenning van de echtscheiding of de scheiding van tafel en bed kan niet worden geweigerd op grond dat:

a) hetzij de interne wet van de Staat waar deze erkenning wordt ingeroepen, echtscheiding dan wel scheiding van tafel en bed op grond van dezelfde feiten niet toelaat;

b) hetzij een andere wet is toegepast dan die welke volgens de regels van het internationaal privaatrecht van die Staat toepasselijk is.

Onder voorbehoud van het onderzoek dat voor de toepassing van andere bepalingen van dit Verdrag nodig kan zijn, mogen de autoriteiten van de Staat waar de erkenning van een echtscheiding of een scheiding van tafel en bed wordt ingeroepen, niet de gronden van de beslissing in hun onderzoek betrekken.

#### Artikel 7

Elke Verdragsluitende Staat kan de erkenning weigeren van een echtscheiding indien op het tijdstip dat deze werd verkregen, beide echtgenoten uitsluitend onderdanen waren van Staten waarvan de wet geen echtscheiding kent.

#### Artikel 8

Indien, alle omstandigheden in aanmerking genomen, niet de nodige stappen zijn ondernomen om de gedaagde in kennis te stellen van de vordering tot echtscheiding of scheiding van tafel en bed, of indien de gedaagde niet in staat is gesteld zijn rechten te doen gelden, kan de erkenning van de echtscheiding of de scheiding van tafel en bed worden geweigerd.

#### Artikel 9

Een Verdragsluitende Staat kan weigeren een echtscheiding of een scheiding van tafel en bed te erkennen indien deze onverenigbaar is met een eerdere beslissing welke in hoofdzaak de huwelijkse staat der echtgenoten betreft en die hetzij is gegeven in de Staat waar de erkenning wordt ingeroepen, hetzij daar is erkend, of voldoet aan de voorwaarden voor erkenning in die Staat.

#### Artikel 10

Een Verdragsluitende Staat kan weigeren een echtscheiding of een scheiding van tafel en bed te erkennen indien deze klaarblijkelijk in strijd is met de openbare orde.

#### Artikel 11

Een Staat die ingevolge dit Verdrag verplicht is een echtscheiding

te erkennen, kan geen van beide echtgenoten verbieden te hertrouwen op de grond dat de wet van een andere Staat die echtscheiding niet erkent.

#### Artikel 12

In elke Verdragsluitende Staat kan de procedure inzake een vordering tot echtscheiding of scheiding van tafel en bed worden geschorst, indien in een andere Verdragsluitende Staat een procedure aanhangig is betreffende de huwelijkse staat van een van beide echtgenoten.

#### Artikel 13

Ten aanzien van echtscheidingen of scheidingen van tafel en bed welke zijn verkregen of waarvan de erkenning wordt ingeroepen in Verdragsluitende Staten die, wat deze onderwerpen betreft, twee of meer in verschillende territoriale eenheden geldende rechtsstelsels kennen:

1) ziet elke verwijzing naar de wet van de Staat van herkomst op de wet van het grondgebied waar de echtscheiding of de scheiding van tafel en bed is verkregen;

2) ziet elke verwijzing naar de wet van de Staat waar erkenning wordt gevraagd op de wet van het forum;

3) ziet elke verwijzing naar de woonplaats of de verblijfplaats in de Staat van herkomst op de woonplaats of de verblijfplaats op het grondgebied waar de echtscheiding of de scheiding van tafel en bed is verkregen.

#### Artikel 14

Voor de toepassing van de artikelen 2 en 3 is, wanneer de Staat van herkomst inzake echtscheiding of scheiding van tafel en bed twee of meer in verschillende territoriale eenheden geldende rechtsstelsels kent:

1) artikel 2, onder 3) van toepassing wanneer beide echtgenoten onderdanen waren van de Staat waarvan de territoriale eenheid waar de echtscheiding of de scheiding van tafel en bed is verkregen een deel vormt, en zulks ongeacht de gewone verblijfplaats der echtgenoten;

2) artikel 2, onder 4) en 5) van toepassing wanneer de eiser onderdaan was van de Staat, waarvan de territoriale eenheid waar de echtscheiding of de scheiding van tafel en bed is verkregen, een deel vormt.

## Artikel 15

Ten aanzien van een Verdragsluitende Staat die inzake echtscheiding of scheiding van tafel en bed twee of meer voor verschillende groepen van personen geldende rechtsstelsels kent, ziet elke verwijzing naar de wet van die Staat op het door het recht van die Staat aangewezen rechtsstelsel.

## Artikel 16

Indien het voor de toepassing van dit Verdrag nodig is te verwijzen naar de wet van een andere al of niet Verdragsluitende Staat dan de Staat van herkomst of de Staat van erkenning, en deze Staat inzake echtscheiding of scheiding van tafel en bed twee of meer rechtsstelsels kent die territoriaal of voor groepen van personen gelden, dan heeft de verwijzing betrekking op het door het recht van die Staat aangewezen stelsel.

## Artikel 17

Dit Verdrag vormt geen beletsel voor de toepassing in een Verdragsluitende Staat van rechtsregels die gunstiger zijn voor de erkenning van in het buitenland verkregen echtscheidingen en scheidingen van tafel en bed.

## Artikel 18

Dit Verdrag laat onverlet de toepassing van andere overeenkomsten waarbij een of meer Verdragsluitende Staten partij zijn of worden en die bepalingen bevatten betreffende in dit Verdrag geregelde onderwerpen.

De Verdragsluitende Staten zien er evenwel op toe, geen andere overeenkomsten inzake dezelfde aangelegenheden te sluiten die in strijd zijn met de bepalingen van dit Verdrag, tenzij hiervoor op regionale of andere banden gegronde redenen bestaan; welke ook de bepalingen van dergelijke overeenkomsten zijn, de Verdragsluitende Staten verplichten zich, in overeenstemming met dit Verdrag, tot erkenning van echtscheidingen en scheidingen van tafel en bed welke zijn verkregen in Verdragsluitende Staten die geen Partij zijn bij die overeenkomsten.

## Artikel 19

Elke Verdragsluitende Staat kan, uiterlijk op het tijdstip van bekrachtiging of toetreding, zich het recht voorbehouden om:

1. een echtscheiding of een scheiding van tafel en bed tussen twee echtgenoten die, op het tijdstip waarop deze is verkregen, uitsluitend zijn onderdanen waren, niet te erkennen wanneer een andere wet dan



de door zijn internationaal privaatrecht aangewezen wet is toegepast, tenzij deze toepassing tot hetzelfde resultaat heeft geleid als wanneer men laatstgenoemde wet in acht had genomen;

2. een echtscheiding tussen twee echtgenoten die, op het tijdstip waarop deze is verkregen, beiden hun gewone verblijfplaats hadden in Staten die geen echtscheiding kennen, niet te erkennen. Een Staat die gebruik maakt van het in dit lid bedoelde voorbehoud kan de erkenning niet weigeren op grond van artikel 7.

#### Artikel 20

Een Verdragsluitende Staat waarvan de wet geen echtscheiding kent kan, uiterlijk op het tijdstip van bekrachtiging of toetreding, zich het recht voorbehouden een scheiding niet te erkennen indien, op het tijdstip waarop deze is verkregen, een van beide echtgenoten onderdaan was van een Staat waarvan de wet geen echtscheiding kent.

Dit voorbehoud is slechts van kracht zolang de wet van de Staat die hiervan gebruik maakt geen echtscheiding kent.

#### Artikel 21

Een Verdragsluitende Staat waarvan de wet geen scheiding van tafel en bed kent kan, uiterlijk op het tijdstip van bekrachtiging of toetreding, zich het recht voorbehouden een scheiding van tafel en bed niet te erkennen indien op het tijdstip waarop deze is verkregen, een van beide echtgenoten onderdaan was van een Verdragsluitende Staat waarvan de wet geen scheiding van tafel en bed kent.

#### Artikel 22

Een Verdragsluitende Staat kan te allen tijde verklaren dat bepaalde groepen van personen die zijn nationaliteit hebben, niet kunnen worden beschouwd als zijn onderdanen voor de toepassing van dit Verdrag.

#### Artikel 23

Een Verdragsluitende Staat die inzake echtscheiding of scheiding van tafel en bed twee of meer rechtsstelsels heeft, kan op het tijdstip van ondertekening, bekrachtiging of toetreding verklaren dat dit Verdrag zich uitstrekt tot alle rechtsstelsels of slechts tot een of tot enkele daarvan, en kan te allen tijde deze verklaring wijzigen door een nieuwe verklaring af te leggen.

Deze verklaringen worden ter kennis gebracht van het Ministerie van Buitenlandse Zaken van Nederland en dienen duidelijk de rechtsstelsels aan te geven waarop het Verdrag van toepassing is.

Elke Verdragsluitende Staat kan weigeren een echtscheiding of een scheiding van tafel en bed te erkennen indien, op het tijdstip waarop de erkenning wordt ingeroepen, het Verdrag niet van toepassing is op het rechtsstelsel waaronder ze zijn verkregen.

#### Artikel 24

Dit Verdrag is van toepassing ongeacht het tijdstip waarop de echtscheiding of de scheiding van tafel en bed is verkregen.

Elke Verdragsluitende Staat kan evenwel, uiterlijk op het tijdstip van bekrachtiging of toetreding, zich het recht voorbehouden dit Verdrag niet toe te passen op een echtscheiding of een scheiding van tafel en bed die vóór de datum van inwerkingtreding voor die Staat is verkregen.

#### Artikel 25

Elke Staat kan, uiterlijk op het tijdstip van bekrachtiging of toetreding, een of meer der in de artikelen 19, 20, 21 en 24 van dit Verdrag bedoelde voorbehouden maken. Geen ander voorbehoud is toegestaan.

Elke Verdragsluitende Staat kan eveneens, bij de kennisgeving van een uitbreiding van het Verdrag overeenkomstig artikel 29, een of meer van deze voorbehouden maken met een tot alle of tot bepaalde in de uitbreiding bedoelde gebieden beperkte werking.

Elke Verdragsluitende Staat kan te allen tijde een voorbehoud dat hij heeft gemaakt intrekken. Deze intrekking wordt ter kennis gebracht van het Ministerie van Buitenlandse Zaken van Nederland.

Een zodanig voorbehoud houdt op van kracht te zijn op de zestigste dag volgend op de in de vorige alinea genoemde kennisgeving.

#### Artikel 26

Dit Verdrag staat open voor ondertekening door de Staten die vertegenwoordigd waren op de Elfde Zitting van de Haagse Conferentie voor internationaal privaatrecht.

Het dient te worden bekrachtigd en de akten van bekrachtiging dienen te worden nedergelegd bij het Ministerie van Buitenlandse Zaken van Nederland.

#### Artikel 27

Dit Verdrag treedt in werking op de zestigste dag na de nederlegging van de derde akte van bekrachtiging bedoeld in artikel 26, lid 2.

Voor elke Verdragsluitende Staat die het Verdrag op een later tijdstip bekrachtigt, treedt het Verdrag in werking op de zestigste dag na de nederlegging van zijn akte van bekrachtiging.

## Artikel 28

Elke Staat die niet vertegenwoordigd was op de Elfde Zitting van de Haagse Conferentie voor internationaal privaatrecht en die Lid is van deze Conferentie of van de Organisatie der Verenigde Naties of van een der gespecialiseerde organisaties daarvan of die Partij is bij het Statuut van het Internationaal Gerechtshof kan tot dit Verdrag toetreden na de inwerkingtreding ervan overeenkomstig artikel 27, lid 1.

De akte van toetreding dient te worden nedergelegd bij het Ministerie van Buitenlandse Zaken van Nederland.

Het Verdrag treedt voor de toetredende Staat in werking op de zestigste dag na de nederlegging van zijn akte van toetreding.

De toetreding geldt slechts voor de betrekkingen tussen de toetredende Staat en de Verdragsluitende Staten die hebben verklaard deze toetreding te aanvaarden. Deze verklaring wordt nedergelegd bij het Ministerie van Buitenlandse Zaken van Nederland, die hiervan langs diplomatieke weg een voor eensluidend gewaarmerkt afschrift aan elk der Verdragsluitende Staten doet toekomen.

Het Verdrag treedt tussen de toetredende Staat en de Staat die heeft verklaard deze toetreding te aanvaarden, in werking op de zestigste dag na de nederlegging van de verklaring van aanvaarding.

## Artikel 29

Elke Staat kan, op het tijdstip van ondertekening, bekrachtiging of toetreding verklaren dat dit Verdrag zich uitstrekt tot alle gebieden die hij internationaal vertegenwoordigt of tot een of meer van deze gebieden. Deze verklaring geldt vanaf het tijdstip van de inwerkingtreding van het Verdrag voor genoemde Staat.

Daarna dient elke zodanige uitbreiding ter kennis te worden gebracht van het Ministerie van Buitenlandse Zaken van Nederland.

De uitbreiding geldt slechts voor de betrekkingen tussen de Verdragsluitende Staten die hebben verklaard deze uitbreiding te aanvaarden. Deze verklaring dient te worden nedergelegd bij het Ministerie van Buitenlandse Zaken van Nederland, dat hiervan langs diplomatieke weg een voor eensluidend gewaarmerkt afschrift aan alle Verdragsluitende Staten doet toekomen.

De uitbreiding wordt in alle gevallen van kracht zestig dagen na de nederlegging van de verklaring van aanvaarding.

## Artikel 30

Dit Verdrag heeft een geldigheidsduur van vijf jaar vanaf de datum van zijn inwerkingtreding overeenkomstig het eerste lid van artikel 27, ook voor die Staten die het daarna hebben bekrachtigd of op een later tijdstip zijn toegetreden.

Behoudens opzegging wordt het Verdrag stilzwijgend verlengd, telkens voor een tijdvak van vijf jaar.

Een opzegging wordt, uiterlijk zes maanden voor het verstrijken van het tijdvak van vijf jaar, ter kennis gebracht van het Ministerie van Buitenlandse Zaken van Nederland.

Zij kan worden beperkt tot bepaalde gebiedsdelen waarop het Verdrag van toepassing is.

De opzegging geldt slechts ten aanzien van de Staat die haar heeft gedaan. Voor de andere Verdragsluitende Staten blijft het Verdrag van kracht.

### Artikel 31

Het Ministerie van Buitenlandse Zaken van Nederland stelt de in artikel 26 bedoelde Staten alsmede de Staten die overeenkomstig de bepalingen van artikel 28 zijn toetreden, in kennis van:

- a) de ondertekeningen en bekrachtigingen bedoeld in artikel 26;
- b) de datum waarop dit Verdrag in werking treedt overeenkomstig het bepaalde in het eerste lid van artikel 27;
- c) de in artikel 28 bedoelde toetredingen en de datum waarop zij van kracht worden;
- d) de in artikel 29 bedoelde uitbreidingen en de datum waarop zij van kracht worden;
- e) de in artikel 30 bedoelde opzeggingen;
- f) de voorbehouden en intrekkingen van voorbehouden bedoeld in de artikelen 19, 20, 21, 24 en 25;
- g) de verklaringen bedoeld in de artikelen 22, 23, 28 en 29.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekenden, daartoe behoorlijk gemachtigd, dit Verdrag hebben ondertekend.

GEDAAN te 's-Gravenhage, op 1 juni 1970, in de Engelse en de Franse taal, zijnde beide teksten gelijkelijk gezaghebbend, in een enkel exemplaar, dat zal worden nedergelegd in de archieven van de Regering van Nederland en waarvan langs diplomatieke weg een voor eensluidend gewaarmerkt afschrift zal worden toegezonden aan elk der Staten vertegenwoordigd bij de Elfde Zitting van de Haagse Conferentie voor internationaal privaatrecht.

*(Voor de ondertekeningen zie blz. 18 van dit Tractatenblad.)*

---

D. PARLEMENT

Het Verdrag behoeft de goedkeuring der Staten-Generaal ingevolge artikel 60, tweede lid, van de Grondwet, alvorens te kunnen worden bekrachtigd.

E. BEKRACHTIGING

In overeenstemming met artikel 26, tweede alinea, van het Verdrag hebben de volgende Staten een akte van bekrachtiging nedergelegd bij het Ministerie van Buitenlandse Zaken van het Koninkrijk der Nederlanden:

het Verenigd Koninkrijk van

Groot-Brittannië en Noord-Ierland <sup>1)</sup>	21 mei 1974
Denemarken <sup>2)</sup>	25 juni 1975
Zweden	25 juni 1975
Tsjechoslowakije <sup>3)</sup>	12 mei 1976
Zwitserland <sup>4)</sup>	18 mei 1976
Finland	16 juni 1977
Noorwegen	15 augustus 1978

<sup>1)</sup> Onder een verklaring en een voorbehoud waarvan de tekst als volgt luidt:

“(a) In accordance with the provisions of Article 23, the Convention shall extend to the legal systems of the three parts of the United Kingdom, namely England and Wales, Scotland and Northern Ireland.

(b) In accordance with the provisions of Article 24, the United Kingdom reserves the right not to apply the Convention to a divorce or to a legal separation obtained before the date on which, in relation to the United Kingdom, the Convention comes into force. Nevertheless, the United Kingdom will in practice apply the provisions of the Convention to a divorce or legal separation obtained on or after the date on which the legislation implementing the provisions of the Convention came into force in the part of the United Kingdom in which recognition is sought.

The United Kingdom will also apply the provisions of the Convention to a divorce or legal separation obtained before that date, save that in such a case the application of those provisions will not affect any property rights to which any person became entitled before that date and those provisions will not apply where the question of the validity of the divorce or legal separation has been decided before that date by any competent court in the United Kingdom, the Bailiwick of Guernsey, the Bailiwick of Jersey or the Isle of Man.

The legislation implementing the provisions of the Convention came into force in England and Wales and Scotland on the 1st of January 1972, and in Northern Ireland on the 1st of January 1974.”

<sup>2)</sup> Onder het voorbehoud dat tot nadere beslissing het Verdrag niet van toepassing is op de Faeröer en op Groenland.

<sup>3)</sup> Onder dezelfde voorbehouden en dezelfde verklaring als gedaan bij de ondertekening (zie rubriek B hierboven).

4) Onder het volgende voorbehoud:  
 „Conformément à l'article 24, alinéa 2, de la Convention, la Suisse se réserve le droit de ne pas appliquer la convention à un divorce ou à une séparation de corps acquis avant la date de son entrée en vigueur pour la Suisse.”.

#### G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van het Verdrag zijn ingevolge artikel 27, eerste alinea, in werking getreden op 24 augustus 1975 voor Denemarken, het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland en Zweden.

Voor de Staten die het Verdrag later bekrachtigen, treden zij ingevolge artikel 27, tweede alinea, in werking op de zestigste dag na de nederlegging van de desbetreffende akte.

Het Verdrag is in werking getreden ingevolge artikel 29, vierde alinea, tussen onderscheidenlijk het Baljuwschap Guernsey, het Baljuwschap Jersey en het eiland Man en:

Zweden te rekenen vanaf .....	2 november 1975
Zwitserland te rekenen vanaf .....	2 mei 1978,

tussen onderscheidenlijk Gibraltar en Hong Kong en:

Zwitserland te rekenen vanaf .....	4 juni 1977
Zweden te rekenen vanaf .....	11 juli 1977

#### H. TOEPASSELIJKVERKLARING

In overeenstemming met artikel 29, eerste alinea, van het Verdrag is het Verdrag toepasselijk verklaard door:

het Verenigd Koninkrijk van  
 Groot-Brittannië en Noord-Ierland op:

het Baljuwschap Guernsey <sup>1)</sup> .....	21 mei 1974
het Baljuwschap Jersey <sup>1)</sup> .....	21 mei 1974
het eiland Man <sup>1)</sup> .....	21 mei 1974
Gibraltar <sup>2)</sup> .....	28 januari 1977
Hong Kong <sup>2)</sup> .....	28 januari 1977

<sup>1)</sup> Onder het volgende voorbehoud:

“In accordance with the provisions of Articles 24 and 25, the United Kingdom reserves the right not to apply the Convention, in relation to the aforesaid territories, to a divorce or to a legal separation obtained before the date on which, in relation to those territories, the Convention comes into force. Nevertheless, the provisions of the Convention will in practice be applied in those territories to a divorce or legal separation obtained on or after the date on which the legislation implementing the provisions of the Convention came into force in the territory in which recognition is sought. The provisions of the Convention will also be applied in that

territory to a divorce or legal separation obtained before that date, save that in such a case the application of those provisions will not affect any property rights to which any person became entitled before that date and those provisions will not apply where the question of the validity of the divorce or legal separation has been decided before that date by any competent court in the United Kingdom, the Bailiwick of Guernsey, the Bailiwick of Jersey or the Isle of Man.

The legislation implementing the provisions of the Convention came into force in the Bailiwick of Guernsey on the 27th of June 1972; in the Bailiwick of Jersey on the 13th of November 1973; and in the Isle of Man on the 17th of October 1972.”.

2) Onder het volgende voorbehoud:

“In accordance with the provisions of Articles 24 and 25, the United Kingdom reserves the right not to apply the Convention, in relation to the afore-said territories, to a divorce or to a legal separation obtained before the date on which, in relation to those territories, the Convention comes into force. Nevertheless, the provisions of the Convention will in practice be applied in those territories to a divorce or legal separation obtained on or after the date on which the legislation implementing the provisions of the Convention came into force in the territory in which recognition is sought. The provisions of the Convention will also be applied in that territory to a divorce or legal separation obtained before that date, save that in such a case the application of those provisions will not affect any property rights to which any person became entitled before that date and those provisions will not apply where the question of the validity of the divorce or legal separation has been decided before that date by a competent court in that territory.

The legislation implementing the provisions of the Convention came into force in Gibraltar on the 1st of November, 1974 and in Hong Kong on the 1st of April, 1972.”.

In overeenstemming met artikel 29, derde alinea, is de toepasselijk-verklaring van bovengenoemde gebieden aanvaard door Zweden en Zwitserland.

#### J. GEGEVENS

De tekst van het onderhavige Verdrag is opgesteld tijdens de van 7 tot 26 oktober 1968 te 's-Gravenhage gehouden Elfde Zitting der Haagse Conferentie voor Internationaal Privaatrecht.

Van het op 31 oktober 1951 te 's-Gravenhage tot stand gekomen Statuut van de Haagse Conferentie voor Internationaal Privaatrecht zijn tekst en vertaling geplaatst in *Trb.* 1953, 80; zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1978, 2.

Van het op 26 juni 1945 te San Francisco tot stand gekomen Handvest der Verenigde Naties, naar welke Organisatie wordt verwezen in artikel 28 van het onderhavige Verdrag, zijn tekst en vertaling geplaatst in *Stb.* F 321; zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1979, 37.

Van het op 26 juni 1945 te San Francisco tot stand gekomen Statuut van het Internationaal Gerechtshof, naar welk Statuut wordt

verwezen in artikel 28 van het onderhavige Verdrag, zijn tekst en vertaling geplaatst in *Trb.* 1971, 55; zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1979, 36.

In het kader van de Internationale Commissie voor de Burgerlijke Stand is op 8 september 1967 te Luxemburg tot stand gekomen het Verdrag inzake de erkenning van beslissingen betreffende de huwelijksband, waarvan tekst en vertaling zijn geplaatst in *Trb.* 1979, 130.

Uitgegeven de zesde september 1979.

*De Minister van Buitenlandse Zaken,*  
C. A. VAN DER KLAUW